

L' « erreur » du pape met en cause le Vatican

LE DEVOIR, édition [du lundi 16 février 2009](#)

Reçue au Vatican jeudi en pleine «affaire Williamson», une délégation juive des États-Unis a applaudi quand Benoît XVI a réaffirmé sa réprobation de l'antisémitisme et qualifié de «crime contre Dieu et l'humanité» la haine manifestée durant la Shoah, une évidence qui devrait être claire pour tout le monde, a-t-il dit, «spécialement pour les traditionalistes qui s'en tiennent aux Écritures saintes».

Rétablissant un dialogue qu'il avait failli compromettre en accueillant dans l'Église un évêque excommunié qui clame encore que l'Holocauste est une «invention des Juifs», Benoît XVI aura en partie résolu la crise déclenchée par Mgr Richard Williamson. Ses visiteurs américains, rassurés, se sont déclarés en tout cas convaincus que le pape se rendra comme prévu en Israël, en mai prochain, où les autorités politiques souhaitent toujours le recevoir.

Mais si les Juifs des États-Unis ont «sauvé le pape» de son erreur, il n'en va pas ainsi de nombreux catholiques, qui ont vu dans ce cafouillage du Saint-Siège la preuve que Benoît XVI est captif d'une aile conservatrice qui contrôle le Vatican et isole le pontife du monde et de l'Église d'aujourd'hui.

À en croire une première déclaration du Vatican, ce n'est pas d'abord Benoît XVI qui a tendu la main à la Fraternité Saint Pie X et à ses évêques, excommuniés par Jean-Paul II; c'est cette communauté qui a demandé d'être réintégrée dans l'Église. La

Fraternité, dit-on, en avait présenté la requête «à plusieurs reprises». Et si le «Saint-Père» a levé les excommunications, c'est «par bonté», certes, mais aussi pour «enlever un obstacle qui empêchait d'ouvrir la porte au dialogue».

Peu de temps avant, ajoute le Vatican, le pape avait offert un projet de réunification, que le chef de la Fraternité, Mgr Bernard Fellay, avait refusé, car Rome demandait à ces traditionalistes d'accepter les réformes du concile Vatican II. En réintégrant alors ces évêques, faut-il comprendre, Rome facilitait la poursuite d'un rapprochement. Nul n'avait cependant prévu qu'au même moment Mgr Williamson reprendrait à la télévision suédoise sa thèse sur la «fabrication de l'Holocauste».

Tensions au grand jour

Mgr Fellay a été prompt à réprover ces propos. Et le Vatican a aussitôt diffusé cette réprobation. Mais l'évêque négationniste, loin de se rétracter comme Benoît XVI l'exige, a persisté. Depuis, la Fraternité a exclu Mgr Williamson, et le dialogue de Rome avec les Juifs a repris. Mais, au sein du catholicisme, des tensions latentes depuis le concile Vatican II éclatent au grand jour.

D'abord, Mgr Williamson n'est pas un cas isolé. Il appartient à un courant traditionaliste qui traverse encore le catholicisme. Ce n'est pas un hasard si cette Fraternité porte le nom de Pie X. L'évêque négationniste en représente une

facette encore répandue. Le site de presse Arutz Sheva (d'Israël) cite un sermon significatif qu'il a donné en 1980 à Sherbrooke, au Québec: «Les juifs ont inventé l'Holocauste, les protestants prennent leurs ordres du diable, et le Vatican a vendu son âme au libéralisme.»

Le premier propos relève de l'antisémitisme contemporain, mais les deux autres reflètent d'anciennes doctrines que Mgr Williamson n'a pas inventées.

De plus, ce «désastre de relations publiques» n'est pas seul à avoir secoué le règne de Benoît XVI. D'aucuns l'imputent à la Curie, d'autres au pape lui-même. En fait, l'Église romaine est prise au piège non seulement de «vérités» nocives qu'elle n'a pas tout à fait déracinées, mais aussi d'un gouvernement pontifical désuet.

Ainsi, au lieu d'affronter cette crise directement, Benoît XVI s'en est remis à l'Osservatore Romano, le journal du Vatican, qui s'est d'abord contenté d'un rappel général sur l'antisémitisme, une faute que tous les catholiques devraient déplorer. Le problème, disent certains, ce n'est pas les catholiques, du moins ceux qui ont évolué avec le concile, mais le Vatican.

En Allemagne, pays du cardinal Joseph Ratzinger qui s'était réjoui de son accession à la papauté, de vives critiques ont éclaté, y compris parmi les évêques. Mgr Werner Thissen, pasteur de Hambourg, a parlé de «perte de confiance». Son collègue de Rottenburg-Stuttgart, Mgr Gebhard Fürst, a fait un constat «d'incertitude, d'incompréhension et de déception».

En allemand, à Radio-Vatican, le cardinal Walter Kasper, un haut responsable du

dialogue interconfessionnel, a tenu -- sans mentionner le pape -- des propos qui sont une réprobation de son gouvernement. «Il n'y a pas eu assez de discussions les uns avec les autres au Vatican, a-t-il dit. Et il n'y a plus de vérifications pour voir si des problèmes pourraient surgir.»

Le Vatican, dit-on, n'aurait pas commis une telle erreur s'il avait consulté les Églises des pays où la Fraternité Saint Pie X est répandue. Cette erreur n'est pas accidentelle. Si la Fraternité a longtemps rejeté les réformes du dernier concile, Rome ne les a guère respectées non plus, du moins quant aux prérogatives des évêques et aux vues des simples fidèles.

À voir la liste des «erreurs» de Benoît XVI, d'aucuns vont jusqu'à réclamer sa démission. D'autres s'étonnent notamment que ce pape ait tendu la main à des dissidents intégristes au nom de l'unité qu'il recherche entre les chrétiens, mais qu'il tarde à reconnaître, par exemple, les catholiques progressistes de «la théologie de la libération».

Des observateurs prévoient que Benoît XVI, rendu prudent en tout ce qui touche au génocide des Juifs européens, freinera la béatification de Pie XII, auquel une opinion reproche encore son «silence» durant l'Holocauste. Mais une épreuve non moins capitale attend le pape en Terre sainte. S'il s'y rend en mai, en effet, pourra-t-il rester silencieux sur les horreurs qui perdurent en Palestine?

redaction@ledevoir.com

Jean-Claude Leclerc enseigne le journalisme à l'Université de Montréal.